

Protocole transactionnel

Entre les soussignées :

La société JEAN LEFEBVRE ILE DE FRANCE ILE DE FRANCE, SAS, dont le siège social est situé 7 rue Gustave Eiffel – BP 82 – 91351 GRIGNY Cedex, immatriculée sous le SIREN 315 474 536, représentée par Monsieur Ali GOMRI, agissant en sa qualité de Chef d'Agence,

Ci-après également dénommée « L'Entreprise »,

D'une part,

Et

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL, dont le siège social est situé physiquement 50 allée des impressionnistes - ZA Paris Nord 2 - 93420 Villepinte, immatriculé sous le SIREN 200 058 097, représentée par Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président de l'EPT en vertu de la délibération XX du 7 février 2022,

Ci-après désignée « Etablissement Public »,

D'autre part,

La société JEAN LEFEBVRE ILE DE FRANCE ILE DE FRANCE et l'établissement public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL sont ci-après également dénommées ensemble les « Parties »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

L'EPT Paris Terres d'Envol a attribué à l'entreprise UNION TRAVAUX, le marché public n°AO 20006 ayant pour objet des travaux sur les réseaux d'assainissement sur les communes de Sevrans, Tremblay-en-France et Villepinte. Dans le cadre de ce marché, des travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement avenue Henri Barbusse à Sevrans ont été entrepris pour :

- Le renouvellement et le dévoiement de la canalisation existante d'eau usées et de branchements associés
- La création d'un bassin de rétention d'eaux pluviales,
- Le renouvellement et le dévoiement de la canalisation existante d'eaux pluviales

Ces travaux ont fait l'objet d'une déclaration de sous-traitance, par laquelle JEAN LEFEBVRE ILE DE FRANCE ILE DE FRANCE s'est vu confier la réalisation des desdits travaux.

Par une ordonnance du 12 novembre 2020 du Tribunal administratif de Montreuil, le juge administratif a annulé le marché public n° AO 20006 conduisant à une interruption du chantier.

Cette interruption du chantier et sa mise en sécurité ont conduit à :

- Une immobilisation d'équipe ;
- Une immobilisation d'engins et de matériel d'installation de chantier ;
- Une mise en sécurité du site avec entretien du balisage.

CECI EXPOSE, II EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet

Suite à l'interruption des travaux situés avenue Henri Barbusse à Sevran en application de l'ordonnance du 12 novembre 2020 du Tribunal Administratif de Montreuil, l'entreprise JEAN LEFEBVRE ILE DE FRANCE ILE DE FRANCE a fait parvenir à l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL, une demande de rémunération complémentaire.

Cette demande de rémunération complémentaire traduit les conséquences financières de l'interruption du chantier avenue Henri Barbusse.

Le présent protocole a pour objet de fixer les modalités de paiement de la demande de rémunération complémentaire émise par la société JEAN LEFEBVRE ILE DE FRANCE ILE DE FRANCE.

Article 2 : Paiement

L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL s'engage à régler l'entreprise JEAN LEFEBVRE ILE DE FRANCE ILE DE FRANCE dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole par l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol, la somme de 73 878,98 € HT.

Après le versement de la somme à l'entreprise JEAN LEFEBVRE ILE DE FRANCE et sur présentation d'un justificatif, l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL sera reconnue comme étant libéré de toute obligation financière relative aux travaux menée sur l'avenue Henri Barbusse à Sevran, ainsi que relative au marché public n° AO 20006.

Article 3 : Validité du protocole

Le présent protocole est valide à compter de sa signature par les parties et devra s'appliquer en toute bonne foi, conformément à l'article 1103 du code civil.

Article 4 : Confidentialité

Par la signature du présent protocole, les parties s'engagent à une confidentialité réciproque, sauf naturellement pour les besoins de l'exécution du présent protocole entre ses signataires.

Article 5: Frais

Chacune des parties signataires du présent protocole conservera à sa charge les frais de toutes natures qu'elle a ou aura exposés à l'occasion du présent litige.

Article 6 : Règlement des litiges

En cas de litige entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent protocole les représentants légaux des deux parties devront préalablement tenter de trouver une issue amiable audit litige.

En cas de subsistance du litige, le Tribunal Administratif de Montreuil sera seul compétent.

Article 7 : Régime juridique

Le présent protocole, qui constitue une transaction, est soumis aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil, de sorte qu'il « *fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet* », conformément à l'article 2052 du Code Civil.

Article 8 : Election de domicile

Pour l'exécution du présent protocole, les parties élisent domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

Fait à,
le,

En un exemplaire original,

Pour JEAN LEFEBVRE
ILE-DE-FRANCE

Pour l'EPT PARIS TERRES D'ENVOL
Bruno BESCHIZZA
Président

Faire précéder les signatures du tampon de la société et de la mention manuscrite « *Bon pour transaction* »